



LES EMPLOYÉS PRENNENT-ILS LE POUVOIR ?

En 2021, nous apprenions l'existence de la « Great Resignation » aux Etats-Unis, mouvement d'ampleur qui désignait le non-retour au travail de millions de salariés après les confinements, l'accélération des démissions et in fine les premières difficultés que rencontraient les sociétés pour recruter.

Si le verdict était sans appel (le taux de démission volontaire mensuel atteignant 3%), les causes restaient relativement floues. Des explications telles que l'arrêt des flux migratoires entrants, l'accélération des départs à la retraite ou la capacité pour certains Américains à vivre avec les chèques distribués pendant la pandémie de Covid-19 comme principal source de revenus sont souvent avancées. Elles sont certainement au moins partiellement vraies.

Ces éléments sont toutefois de nature conjoncturelle, et force est de constater que 2 ans après le début des déconfinements, la tension sur le marché de l'emploi reste vive. Le constat est limpide : encore plus de 10 millions d'emplois vacants aux Etats-Unis, des salaires au Japon qui affichent la plus forte progression depuis plus de 25 ans, un taux de chômage en zone euro au plus bas depuis au moins 25 ans (6.6%), etc.

Il y a bien une explication à ce retournement, une explication structurelle et visible : il s'agit de la bascule démographique. La population mondiale en âge de travailler est entrée dans une phase de contraction. C'est un changement majeur. Il faut avoir à l'esprit qu'avec l'ouverture de la Chine dans les années 1980, ce sont des centaines de millions de salariés qui ont été ajoutés à la force de travail mondiale pour que celle-ci atteigne un pic peu avant 2020.

Or, en raison du vieillissement de sa population, la dynamique s'inverse. La population en âge de travailler diminue en Chine, s'ajoutant ainsi au recul du nombre de travailleurs dans les pays développés.

UN MANQUE CRIANT DE TRAVAILLEURS

Le mouvement à l'œuvre a ceci de particulier qu'il est également très facile de modéliser son évolution dans les années à venir. Nul besoin d'élaborer des hypothèses complexes, puisqu'il suffit de regarder les générations qui arriveront sur le marché du travail dans les années à venir et celles qui le quitteront. Ces « générations » existent déjà, les données sont donc robustes.

C'est ainsi que l'on peut estimer qu'à horizon 2030, 15 des plus grandes économies mondiales (Allemagne, France, Italie, UK, Japon, Canada, etc.) feront face à un déficit de travailleurs¹. L'Allemagne pourrait manquer de 8 millions de travailleurs à horizon 2030, représentant plus de 20% de sa force de travail !

¹ Source : Rainar Strack, Global Workforce forecasts, octobre 2014.

Ainsi, la bascule du rapport de force entre les employés et les employeurs paraît durable. Il est à noter que les coûts associés au départ d'un collaborateur peuvent varier de 30% de sa rémunération annuelle jusqu'à 5 fois cette dernière. Et il s'agit là de coûts directs.

Il conviendrait d'y ajouter les risques d'exécution. Un faible turnover des effectifs peut donc constituer un avantage coût très substantiel et permet une moindre exposition à des risques opérationnels.

Dans ce contexte, les entreprises ayant la capacité à attirer les talents, les former et les retenir devraient bénéficier d'un avantage concurrentiel majeur. C'est un véritable changement de paradigme, qui tranche avec l'époque où les talents étaient une ressource ample et facile d'accès.

C'est pourquoi les investisseurs doivent aujourd'hui intégrer à leur analyse financière, une analyse de l'attractivité de l'entreprise sur le marché de l'emploi. Cette démarche est au coeur de la stratégie d'investissement d'Edmond de Rothschild Fund Human Capital.

Rédigé par Aymeric Gastaldi, Gérant Actions internationales et gérant principal du fonds Edmond de Rothschild Fund Human Capital chez Edmond de Rothschild Asset Management

PRINCIPAUX RISQUES D'INVESTISSEMENT

Edmond de Rothschild Fund Human Capital est un compartiment de la SICAV de droit luxembourgeois agréée par la CSSF et autorisé à la commercialisation en France, Luxembourg, Autriche, Allemagne, Espagne, Pays Bas, Suisse et Italie.

L'indicateur synthétique de risque et de rendement note sur une échelle de 1 à 7 cet OPC. La catégorie de risque et de rendement présentée peut évoluer dans le temps. La catégorie 1 ne signifie pas un investissement sans risque. Les parts A et I de cet OPC sont notées en catégorie 6, en ligne avec la nature des titres et les zones géographiques présentés dans la rubrique «objectifs et politique d'investissement du DICl» ainsi que la devise propre de la part.

Les risques décrits ci-dessous ne sont pas exhaustifs. Risque de perte en capital, risque de gestion discrétionnaire, risque actions, risque lié aux petites et moyennes capitalisations, risque de change.

AVERTISSEMENT

Mai 2023. Le présent support est émis par le groupe Edmond de Rothschild. Il n'a pas de valeur contractuelle, il est conçu exclusivement à des fins d'information.

Ce support ne peut être communiqué aux personnes situées dans les juridictions dans lesquelles il serait constitutif d'une recommandation, d'une offre de produits ou de services ou d'une sollicitation et dont la communication pourrait, de ce fait, contrevenir aux dispositions légales et réglementaires applicables. Ce support n'a pas été revu ou approuvé par un régulateur d'une quelconque juridiction.

Les données chiffrées, commentaires, opinions et/ou analyses figurant dans ce support reflètent le sentiment du groupe Edmond de Rothschild quant à l'évolution des marchés compte tenu de son expertise, des analyses économiques et des informations en sa possession à la date d'élaboration de ce support et sont susceptibles d'évoluer à tout moment sans préavis. Ils peuvent ne plus être exacts ou pertinents au moment où il en est pris connaissance, notamment eu égard à la date d'élaboration de ce support ou encore en raison de l'évolution des marchés.

Les informations sur les valeurs ne sauraient être assimilées à une opinion du groupe Edmond de Rothschild sur l'évolution prévisible desdites valeurs et, le cas échéant, sur l'évolution prévisible du prix des instruments financiers qu'elles émettent. Ces informations ne sont pas assimilables à des recommandations d'acheter ou de vendre ces valeurs. La composition du portefeuille est susceptible d'évoluer dans le temps.

Ce support a vocation uniquement à fournir des informations générales et préliminaires aux personnes qui le consultent et ne saurait notamment servir de base à une quelconque décision d'investissement, de désinvestissement ou de conservation. En aucun cas, la responsabilité du groupe Edmond de Rothschild ne saurait être engagée par une décision d'investissement, de désinvestissement ou de conservation prise sur la base desdits commentaires et analyses.

Le groupe Edmond de Rothschild recommande dès lors à chaque investisseur de se procurer les différents descriptifs réglementaires de chaque produit financier avant tout investissement, pour analyser les risques qui sont associés et forger sa propre opinion indépendamment du groupe Edmond de Rothschild. Il est recommandé d'obtenir des conseils indépendants de professionnels spécialisés avant de conclure une éventuelle transaction basée sur des informations mentionnées dans ce support cela afin de s'assurer notamment de l'adéquation de cet investissement à sa situation financière et fiscale.

Les performances et les volatilités passées ne préjugent pas des performances et des volatilités futures et ne sont pas constantes dans le temps et peuvent être indépendamment affectées par l'évolution des taux de change.

Source d'informations : à défaut d'indication contraire, les sources utilisées dans le présent support sont celles du groupe Edmond de Rothschild.

Le présent support ainsi que son contenu ne peuvent être reproduits ni utilisés en tout ou partie sans l'autorisation du groupe Edmond de Rothschild.

Copyright © groupe Edmond de Rothschild - Tous droits réservés

EDMOND DE ROTHSCHILD ASSET MANAGEMENT (FRANCE)

47, rue du Faubourg Saint-Honoré 75401 Paris Cedex 08

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 11.033.769 euros

Numéro d'agrément AMF GP 04000015

332.652.536 R.C.S. Paris